

« Le pouvoir politique doit montrer que sa capacité de réaction est sans limite »

Entretien avec Jean-Pisani-Ferry *

propos recueillis par Gabriel Grésillon (*Les Echos*, 10 mai 2010)

Quel est le degré de gravité de la situation actuelle ?

La semaine qui vient de s'écouler a prouvé qu'il était absolument urgent de réagir. Elle s'est ouverte sur un plan de soutien à Athènes dont le montant était à la hauteur des besoins de financement de la Grèce. L'objectif était d'apaiser l'inquiétude des marchés. Or c'est le contraire qui s'est passé, pour deux raisons. Des doutes ont d'abord surgi sur la soutenabilité économique et politique du plan de rigueur grec, au moins sans restructuration de la dette. Si bien que les taux des obligations grecques, après s'être temporairement assagis, ont terminé la semaine plus haut qu'ils ne l'avaient commencée. L'autre élément a été la contagion. Aujourd'hui, les taux portugais sont comparables à ceux de la Grèce il y a un mois, tandis que l'Irlande emprunte au même taux qu'Athènes il y a un mois et demi. Sans compter les inquiétudes sur l'Espagne et l'Italie. On a même dépassé les frontières européennes : certains pays d'Amérique latine sont déstabilisés et les répercussions sont visibles jusqu'en Asie. Ce n'est plus une crise grecque c'est une crise de la zone euro, avec des répercussions mondiales, comme en atteste le fait que Barack Obama ait téléphoné deux fois à Angela Merkel sur ce sujet.

La situation de la Grèce est-elle intrinsèquement alarmante, ou est-ce d'abord le climat de panique qui explique cette crise ?

Le contexte joue : le système financier est encore fragilisé, certaines banques sont encore convalescentes et il n'est pas facile d'y voir clair sur leur solidité. Le marché interbancaire est à nouveau tendu, l'aversion au risque est de retour. Mais ne nous y trompons pas : avec une compétitivité très dégradée et une dette publique qui va avoisiner 150 % de son PIB d'ici à trois ans, la Grèce est réellement dans une situation critique. Il n'y avait pas d'alternative à un effort budgétaire massif.

Comment expliquer que rien n'ait pu, jusqu'à présent, arrêter la spirale de l'inquiétude ?

Les Européens ont constamment fait trop peu, trop tard. Handicapés par l'absence de cadre juridique pour agir et par les désaccords politiques entre l'Allemagne et ses partenaires, ils ont mis trois mois à élaborer un plan à la hauteur de ce qui était au départ un problème purement grec. Les chefs d'Etat ont longtemps cru qu'il leur suffisait d'afficher un consensus politique pour rassurer. A chaque fois, il n'a fallu que trois jours pour déceler les failles dans ce consensus. Ils ont dilapidé leur capital de crédibilité. Dans le climat qui s'est peu à peu créé, intervenir pour aider un seul pays décale la spéculation sur un autre. L'objectif doit maintenant être de montrer qu'il n'y a pas de limite tangible à la capacité de réaction et de soutien financier, afin de ne pas offrir de cible facile à la spéculation. L'urgence est devenue telle qu'un consensus semble enfin apparaître, à l'échelle européenne, sur ce point. La déclaration des chefs d'Etat de vendredi marque un net changement de ton, dont il faut espérer qu'on verra les conséquences concrètes dès ce lundi.

* Économiste, directeur du centre de réflexion Bruegel